LE MULTICULTURALISME CANADIEN DE CLASSE MOYENNE AU CANADA ET SES CONSÉQUENCES

JENNIFER ELRICK

Jennifer Elrick est professeure adjointe de sociologie à l'Université McGill de Montréal. Ses recherches portent sur les classifications de l'État (dans les recensements et la politique d'immigration) et leur relation avec la stratification sociale selon la race, le sexe et la classe sociale. Cet article est tiré de son livre, *Making Middle-Class Multiculturalism : Immigration Bureaucrats and Policymaking in Postwar Canada* (University of Toronto Press).

Le « modèle canadien » d'immigration à grande échelle et de multiculturalisme officiel est très apprécié des organisations internationales comme l'OCDE et des gouvernements nationaux qui cherchent à gérer la croissance démographique et économique au XXIe siècle. La politique canadienne du multiculturalisme de 1971 et plus tard la loi sur le multiculturalisme de 1985 visaient à faciliter l'intégration économique des immigrants de diverses origines nationales et ethniques au sein des ministères du gouvernement fédéral. Cette politique avait également pour fonction symbolique plus large de redéfinir l'identité nationale canadienne comme étant ethniquement inclusive, ce qui est considéré comme important pour permettre aux immigrants de participer pleinement aux institutions sociales et politiques (voir, par exemple, Bloemraad 2006). Cette combinaison d'intégration économique, politique et culturelle est incorporée dans la vision du multiculturalisme de Kymlicka (1995) sous la forme d'une « citoyenneté multiculturelle ». En supprimant les barrières symboliques qui pourraient autrement empêcher les individus d'origines ethniques diverses de revendiquer une pleine appartenance à la communauté nationale, la citoyenneté multiculturelle facilite leur capacité à exercer les droits économiques, sociaux et politiques liés à ce statut.

« En plus de se concentrer sur l'utilité économique, c'est-à-dire sur la valeur concrète d'un individu sur le marché du travail, je soutiens que l'appartenance à la communauté multiculturelle du Canada dépend également de l'affichage de traits de la classe moyenne. »

Cet article se penche sur l'héritage de la citoyenneté multiculturelle à la lumière de l'évolution des notions sur la qualité de l'adhésion recherchée et sur son potentiel d'inclusion et d'exclusion. Ce texte porte plus particulièrement sur les défis posés par la montée de ce que les chercheurs appellent le « multiculturalisme néolibéral » et le « multiculturalisme de classe moyenne ». Bien qu'il existe des différences subtiles entre ces deux itérations contemporaines du multiculturalisme, elles mettent toutes deux en évidence une sélectivité socio-économique croissante des personnes considérées comme des membres à part entière de la collectivité nationale canadienne. Bien qu'elle soit inclusive sur le plan ethnique et culturel, une citoyenneté multiculturelle qui réserve l'adhésion à part entière aux personnes qui affichent des traits de la classe moyenne et/ou qui démontrent une utilité économique dans une économie mondialisée peut avoir des conséquences sociétales négatives. Elle a le potentiel d'éroder la solidarité socio-économique et le soutien public aux immigrants qui sont souvent définis en fonction de leur *manque* d'utilité économique, tels que les immigrants de regroupement familial et les réfugiés.

LA PROMESSE D'UNE CITOYENNETÉ MULTICULTURELLE

La citoyenneté désigne la relation entre un individu et un État au niveau du statut juridique, des droits, de la participation politique et de l'appartenance (Bloemraad *et al.* 2008). Ces éléments de la citoyenneté sont interdépendants. À l'ère moderne, la citoyenneté est conférée par les États-nations tandis que l'appartenance ou la perception de l'appartenance à la nation représentée par l'État peut affecter la capacité des individus à exercer leurs droits et à participer à une série d'institutions. En effet, les « nations » sont souvent envisagées comme des communautés relativement homogènes puisqu'elles partagent des caractéristiques, telles que les origines ethniques, la langue, la religion et l'histoire. La promesse de la « citoyenneté multiculturelle » réside dans sa redéfinition de la « nation » comme étant ethniquement, linguistiquement et religieusement inclusive et dans l'effet d'entraînement d'un plus grand accès aux droits et à la participation pour tous... En outre, selon Kymlicka (2017), elle favorise un objectif essentiel de la citoyenneté comme envisagé par le théoricien T. H. Marshall : la promesse de « solidarité socio-économique ». Cela fait référence à la citoyenneté servant d'outil pour redresser les inégalités générées par le marché, en garantissant que les individus, qu'ils soient de statut socio-économique faible ou élevé, disposent des moyens juridiques et symboliques qui leur permettent de participer pleinement à la société.

LA CITOYENNETÉ MULTICULTURELLE QUALIFIÉE DE « NÉOLIBÉRALE » OU DE « CLASSE MOYENNE »

De récentes études études portant sur la qualité de la citoyenneté multiculturelle en tant que projet social, politique et culturel pourraient avoir des répercussions sur l'évaluation du potentiel de ce concept en vue de la création d'une communauté nationale plus inclusive en matière de diversité, surtout si la diversité fait référence aux différences socio-économiques et pas seulement aux différences ethniques ou culturelles. Ces réflexions caractérisent le multiculturalisme canadien contemporain comme un multiculturalisme « néolibéral » ou « de classe moyenne ».

« Le multiculturalisme néolibéral » reformule la

valeur sociale de la diversité ethnique en termes d'utilité économique (Kymlicka 2017 ; Winter 2014). En d'autres termes, les diverses origines ethniques sont considérées comme ayant de la valeur dans la mesure où elles donnent aux travailleurs des atouts pour faire face à la concurrence dans le monde globalisé, tels que des compétences linguistiques ou culturelles permettant de participer à la coopération économique transnationale et à la communication interculturelle. Par conséquent, la reconnaissance de la pleine appartenance à la communauté nationale multiculturelle est réservée aux individus dont l'éducation, la formation, la profession, la langue et le capital culturel les rendent économiquement pertinents dans un contexte national et mondial.

Le concept de « multiculturalisme de classe moyenne » offre un diagnostic complémentaire, bien que légèrement différent, de la façon dont la diversité ethnique est valorisée (Elrick 2020 ; sous presse). En plus de se concentrer sur l'utilité économique, c'est-à-dire sur la valeur concrète d'un individu sur le marché du travail, je soutiens que l'appartenance à la communauté multiculturelle du Canada dépend également de l'affichage de traits de la classe moyenne. Ces traits sont définis en termes socio-économiques (p. ex., richesse, prestige professionnel), culturels (p. ex., éducation, manières) et moraux. Si l'éventail des distinctions morales qui caractérisent la classe moyenne varie dans le temps et selon les contextes nationaux, Lamont (1992, 34-5) identifie une gamme relativement stable de caractéristiques applicables, notamment l'ambition, la fiabilité, l'autonomie, la discipline, la persévérance et la maîtrise de soi. Je soutiens en outre que l'utilité économique et le statut socio-économique de la classe moyenne sont des critères de sélection importants qui ont été institutionnalisés dans le Règlement sur l'immigration de 1967 qui a universalisé l'immigration des travailleurs qualifiés et de la classe familiale. Pour les hauts fonctionnaires de l'immigration qui ont élaboré cette politique, l'accent mis sur les caractéristiques de la classe moyenne pour sélectionner des individus d'origines diverses est apparu comme une solution pour faire de l'immigration multiculturelle à grande échelle une perspective socialement et politiquement viable. Selon eux, cette solution « permettrait au Canada de donner un exemple frappant au monde et d'adopter une position de leadership en cette période difficile où les problèmes raciaux sont si pressants » (cité dans Elrick 2020, 14).

« Les concepts de multiculturalisme « néolibéral » et de multiculturalisme « de classe moyenne » soulignent tous deux l'entrelacement de la race et de la classe sociale dans les efforts de l'État canadien pour gérer la diversité des immigrants. »

LES CONSÉQUENCES POTENTIELLES DE LA SÉLECTIVITÉ SOCIO-ÉCONOMIQUE SUR LA CITOYENNETÉ MULTICULTURELLE

Les concepts de multiculturalisme « néolibéral » et de multiculturalisme « de classe moyenne » soulignent tous deux l'entrelacement de la race et de la classe sociale dans les efforts de l'État canadien pour gérer la diversité des immigrants. Lorsque l'OCDE (2019, 13) salue le programme d'immigration économique du Canada comme un « modèle de gestion réussie

des migrations », elle souligne probablement les avantages d'un tel entrelacement. Cependant, il y a des inconvénients qui ont des répercussions potentiellement importantes sur la stratification sociale sur lesquels je vais maintenant me pencher.

ÉROSION DU SOUTIEN PUBLIC AUX POLITIQUES D'IMMIGRATION

La sélectivité socio-économique symbolique du programme d'immigration du Canada, et le multiculturalisme démographique qu'il a produit, peuvent vraisemblablement façonner les idées de qui est ou n'est pas admissible au Canada en tant qu'immigrant ou réfugié aux yeux du grand public. Comme l'affirme Blinder (2015) en référence au Royaume-Uni, les membres du grand public formulent des opinions sur la politique d'immigration en fonction de « l'immigration imaginée », c'est-à-dire l'image que les gens ont en tête de ces immigrants. Dans la mesure où l'opinion publique influe sur l'élaboration des politiques d'immigration, la perception qu'a le public des immigrants peut avoir une influence sur les catégories d'immigrants auxquelles le gouvernement donne son autorisation.

Il y a lieu de croire que, grâce aux politiques d'admission mises en place dans les années 1960, le public canadien s'est habitué à associer le « bon » multiculturalisme au « multiculturalisme de la classe moyenne ». Dans son analyse de la représentation de la politique d'immigration dans les médias canadiens, Bauder (2011) montre que l'immigration et l'installation d'étrangers hautement qualifiés et aisés sont généralement considérées comme allant de soi. Les enquêtes d'opinion publique, comme celle menée par Environics (2019), révèlent régulièrement que l'attitude globale positive des Canadiens à l'égard de l'immigration repose, en partie, sur la croyance largement répandue que les immigrants sont bons pour l'économie canadienne.

Si le soutien à l'immigration parmi le grand public canadien présuppose un statut socio-économique de classe moyenne et une utilité économique, il semble logique que les catégories d'immigrants qui ne sont pas associées à ces qualités dans l'imagination du public soient susceptibles de perdre leur soutien. Les catégories d'entrée qui sont officiellement « non économiques » (par exemple, pour les membres de la famille, les réfugiés reconnus et les demandeurs d'asile) sélectionnent les personnes à admettre au Canada en fonction de leur *manque* présumé d'utilité économique et de statut socio-économique élevé. Si l'opinion publique est en faveur de restrictions pour les immigrants familiaux, les droits des citoyens canadiens et des résidents permanents à la vie familiale, y compris celui d'avoir une famille immigrante élargie, seront encore plus restreints. Si le public soutient de nouvelles restrictions à l'admission des réfugiés et des demandeurs d'asile, dont une grande partie provient du Sud, les quelques voies restantes de mobilité à travers les frontières internationales comme moyen d'échapper aux difficultés économiques, politiques et environnementales seront de plus en plus bloquées et les vastes inégalités mondiales exacerbées.

« Si l'on passe de l'immigration à la société canadienne en général, le multiculturalisme « néolibéral » et « de classe moyenne » peut favoriser un déclin de la solidarité sociale. »

ÉROSION DE LA SOLIDARITÉ SOCIO-ÉCONOMIQUE

Si l'on passe de l'immigration à la société canadienne en général, le multiculturalisme « néolibéral » et « de classe moyenne » peut favoriser un déclin de la solidarité sociale (Kymlicka 2017; Elrick sous presse). Cela découle d'une fermeture sociale fondée sur le statut, réservant les notions de pleine appartenance à la nation canadienne aux membres de la classe moyenne économiquement utile. De récents développements sous le premier ministre Justin Trudeau suggèrent à quel point la « classe moyenne » est devenue profondément intériorisée comme un marqueur de l'identité nationale canadienne. En décembre 2019, le nouveau poste de ministre de la prospérité de la classe moyenne et ministre associé des finances a été créé. Cette année-là, un document du Parti libéral promettait de bâtir « une classe moyenne forte », d'aider « les travailleurs canadiens à aller de l'avant », de soutenir les efforts des entrepreneurs pour « réussir et prospérer » et de rendre « la vie plus abordable pour les Canadiens de la classe moyenne », le tout sans réellement définir la « classe moyenne » (Parti libéral du Canada 2019, 6, 11, 19, 7). Le fait d'exclure les groupes plus économiquement et socialement vulnérables de la société canadienne (par exemple, la classe ouvrière ou de nombreuses communautés des Premières Nations) de la communauté nationale de classe moyenne fait en sorte que la solidarité socio-économique promise par la citoyenneté est réservée aux personnes déjà favorisées.

CONCLUSION

À l'occasion du 50e anniversaire de la politique du multiculturalisme canadien, un large éventail d'études a vu le jour visant à sonder sa nature, ses avantages et ses inconvénients. Cet article s'est concentré sur le multiculturalisme, non pas sous la forme de la politique de 1971, mais en tant que description démographique et éthos qui s'est ancré dans la politique d'immigration canadienne dans les années 1960 et qui a ainsi modifié les notions collectives d'appartenance à la nation canadienne. En outre, cette étude a mis en évidence la sélectivité socio-économique de cet éthos et ses effets potentiellement néfastes sur l'égalité, la cohésion et la solidarité sociales, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des frontières du Canada. Les gouvernements et les organisations internationales qui considèrent le « modèle canadien » d'immigration massive et de multiculturalisme (« classe moyenne ») comme une panacée pour gérer les défis sociaux, politiques et culturels posés par la gestion de l'immigration feraient bien de prendre note des formes d'exclusion méconnues qu'il peut perpétuer.

RÉFÉRENCES

Bauder, Harald. 2011. *Immigration Dialectic : Imagining Community, Economy, and Nation*. Toronto : University of Toronto Press.

Bloemraad, Irene. 2006. *Becoming a Citizen : Incorporating Immigrants and Refugees in the United States and Canada*. Oakland : University of California Press.

Bloemraad, Irene, Anna Korteweg, and Gökçe Yurdakul. 2008. « Citizenship and Immigration : Multiculturalism, Assimilation, and Challenges to the Nation-State ». *Annual Review of Sociology* 34 :153-79.

Elrick, Jennifer. In press. *Making Middle-Class Multiculturalism : Immigration Bureaucrats and Policymaking in Postwar Canada*. Toronto : University of Toronto Press.

Elrick, Jennifer. 2020. Bureaucratic Implementation Practices and the Making of Canada's Merit-Based Immigration Policy. *Journal of Ethnic and Migration Studies*.

Environics. 2019. « Canadian Public Opinion about Immigration and Refugees ». In *Focus Canada Environics*. Spring 2019. Toronto : Environics Institute for Survey Research.

Kymlicka, Will. 2017. « Multiculturalism Without Citizenship ? » In *Multicultural Governance in a Mobile World*, edited by Anna Triandafyllidou, 139-161. Edinburgh : Edinburgh University Press.

Kymlicka, Will. 1995. *Multicultural Citizenship : A Liberal Theory of Minority Rights*. Oxford : Clarendon Press.

Lamont, Michèle. 1992. *Money, Morals, and Manners : The Culture of the French and American Upper-Middle Class*. Chicago : University of Chicago Press.

Liberal Party of Canada. 2019. *Forward : A Real Plan for the Middle Class*. Ottawa : Liberal Party of Canada.

OECD. 2019. *Recruiting Immigrant Workers : Canada 2019*. Paris : OECD.

Winter, Elke. 2014. « What can Weberian Sociology tell us about Multiculturalism and Religion ? » In *Multiculturalism and Religious Identity : Canada and India*, edited by Sonya Sikka and Lori Beaman, 189-208. Montreal & Kingston : McGill-Queen's University Press.